



Vu pour être annexé à
la délibération n° 2021-008-DB



PROJET CONVENTION « FISAC »

(Fonds d'Intervention pour les Services l'Artisanat et le Commerce)

ENTRE :

LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE, représentée par son représentant, Monsieur Grégory PIERRE, Vice-Président en charge du Commerce, de l'Artisanat et du Tertiaire, autorisé à signer la présente convention par décision du Bureau Communautaire n° 2021-XXX-DB du 11 février 2021,
d'une part,

ET :

Mme ALLARD – SNC ALLARD, enseigne BAR DE L'ANJOU

Type de société : SNC

Siège social : **4, Place du Champ de Foire – 49700 DOUE-EN-ANJOU**

Représentée par Madame Stella ALLARD, gérante,

N° SIRET : 848 759 023 00015 – Code NAF : 5630Z

Ci-après dénommée « le Bénéficiaire »

d'autre part,

La Communauté d'Agglomération et le Bénéficiaire sont ci-après désignés, individuellement ou collectivement, par les termes « Partie » ou « Parties »

VU le traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne,

VU le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, publié au JOUE le 26 juin 2014,

VU le régime cadre exempté de notification N° SA.39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2020,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment en son article 1511-2,

VU la convention FISAC signée le 16 mars 2020 entre l'État, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et les partenaires de l'opération ;

VU la décision n° 2020-050-DB du 5 mars 2020 approuvant le règlement d'intervention du FISAC en faveur des aides aux commerces, à l'artisanat et aux services de proximité ;

Vu l'avis favorable des membres de l'instance Politique Locale du Commerce du 21/01/2021,

VU la demande déposée par le bénéficiaire en date du 7 décembre 2020 au titre de son projet d'aménagement et de modernisation du bar.

ATTENDU QUE

Mme et M ALLARD ont repris en SNC le Bar de l'Anjou en mars 2019 et emploient deux salariés à temps plein. Le Bar de l'Anjou propose tabac, cigarettes électroniques, jeux de la Française des Jeux, timbres fiscaux et plusieurs services (paiement des factures crèche, jeu de fléchettes à disposition...)

L'établissement dispose d'une vaste terrasse sur la place principale de la commune et bénéficie d'une belle visibilité propice à capter les flux des autres commerces avoisinants. La SNC ALLARD s'implique dans la vie locale, elle est membre de l'association des commerçants et sponsorise plusieurs activités sportives et culturelles locales.

Malgré la crise sanitaire, le premier exercice comptable enregistre un CA de 544 K€ pour un résultat de 83 K€.

Pour améliorer son image, faciliter l'accès à ses services, et gagner en confort de travail, le couple souhaite à travers cette demande de FISAC :

- réaménager l'espace technique du bar qui est aujourd'hui trop étroit pour travailler à plusieurs
- revoir l'aménagement des espaces tabac, confiserie pour une meilleure identification de l'offre
- renforcer la visibilité de l'établissement avec un réaménagement de terrasses.

EN CONSÉQUENCE DE QUOI, LES PARTIES ONT CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

1.1. La présente convention a pour objet de définir les modalités pratiques et financières du soutien apporté par la Communauté d'Agglomération dans le cadre du FISAC pour la réalisation d'un projet de modernisation de l'espace de vente et l'accessibilité de la boutique.

1.2. Nature des dépenses projetées

Les dépenses HT relevant de la modernisation sont les suivantes :

Mobilier	36 831,00 €
Stores, terrasse	13 140,00 €
Électricité, plomberie	19 598,00 €
Dépose des cloisons, du plafond et pose de doublage, emplacement porte intérieure	8 443,02 €
TOTAL Modernisation éligible	78 012,02 €

1.3. Le bénéficiaire en acceptant la subvention s'engage à réaliser l'action définie aux paragraphes 1.1. et 1.2. ci-dessus sous sa propre responsabilité et en mettant en œuvre tous les moyens à sa disposition.

ARTICLE 2 - MONTANT DE L'AIDE ACCORDÉE

2.1. Au vu du programme d'actions présenté par le bénéficiaire, la Communauté d'Agglomération s'engage à verser pour l'ensemble des cofinanceurs une **subvention d'un montant de 30 000 € HT pour un programme d'investissements plafonné à 75 000 € HT dont la répartition et les taux sont les suivants :**

<small>Accusé de réception en préfecture 049-00071876-20210217-2021-009-DB-C-DE Date de télétransmission : 17/02/2021 Date d'écriture : 17/02/2021</small> Base subventionnable MODERNISATION	ÉTAT FISAC 20 %	CA SAUMUR VAL DE LOIRE 15 %	VILLE DE DOUÉ EN ANJOU 5 %	SUBVENTION MODERNISATION 40 %
75 000 € HT	15 000 €	11 250 €	3 750 €	30 000 €

2.2. Le montant de l'aide accordé par la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire au bénéficiaire sera proportionné au montant des dépenses effectivement réalisées et certifiées acquittées. Les dépenses hors programme (non listées dans l'article 1) ne pourront pas être subventionnées.

2.3. Les dépenses engagées par le Bénéficiaire dans le cadre de la réalisation du programme d'action seront prises en compte, pour le calcul du montant des aides attribuées par les collectivités, à compter du 7 décembre 2020, date de début du programme. Les acomptes versés ou les paiements réalisés antérieurement ne pourront donc pas être retenus pour le calcul de l'aide.

2.4. La subvention attribuée n'est pas cumulable avec une autre subvention, pour le même objet d'investissement.

ARTICLE 3 - DÉLAIS ET MODALITÉS DE VERSEMENT

Les modalités de versement de la subvention sont précisées dans le règlement FISAC et sont les suivantes :

3.1. Délais

Les entreprises bénéficiaires disposent d'un **délai de 12 mois à compter de la date de notification de l'aide**, pour réaliser leurs investissements conformément au projet. A l'échéance de ce délai de réalisation, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 6 mois pour fournir les pièces justificatives nécessaires au versement de l'aide. Sauf dérogation exceptionnelle accordée, le non-respect de ce délai entraîne l'annulation de la décision d'attribution de l'aide.

3.2. Modalités

La subvention est versée au bénéficiaire par la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire en une seule fois sur production :

- des factures certifiées acquittées (dont factures d'acomptes) par le fournisseur ou par le demandeur ;
- l'autorisation du permis de construire ou de l'autorisation de travaux ;
- d'une photo des investissements réalisés (photo avant et après-travaux) ;
- d'un tableau récapitulatif des dépenses (modèle fourni par le service) visé par le demandeur.
- d'une photo attestant la pose d'une affichette dans les locaux de l'entreprise mentionnant la participation financière des différents partenaires concernés.

La Communauté d'Agglomération procède au versement total de la subvention à l'entreprise pour l'ensemble des cofinancements.

ARTICLE 4 - MODALITÉS DE CONTRÔLE DE L'UTILISATION DE L'AIDE DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE

4.1. La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle juge utiles, directement ou par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du respect des engagements par le Bénéficiaire. La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire se réserve le droit d'exercer un contrôle

sur pièces et sur place, qui consiste en un examen de l'ensemble des pièces justificatives relatives au coût du programme d'actions.

4.2. Le Bénéficiaire s'engage, pour l'exécution de l'article précédent, à donner à Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, ainsi qu'aux personnes mandatées par elle un droit d'accès approprié sur place pour vérification des investissements réalisés (ou non réalisés).

4.3. Si les justifications fournies et les déclarations se révélaient inexactes la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, peut alors exiger le remboursement, de la part dudit Bénéficiaire, de tout ou partie des sommes qu'elle lui aurait déjà versées.

ARTICLE 5 - ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE

5.1. La Convention prend effet à compter de sa signature par les parties.

5.2. Le Bénéficiaire s'engage toutefois, aux fins de contrôle, à conserver toutes les pièces justificatives des dépenses effectuées dans le cadre de la présente convention pendant une durée de 4 ans à compter du paiement.

ARTICLE 6 - LITIGES

9.1. En cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de rechercher un accord amiable

9.2. En cas de désaccord persistant, le litige sera soumis à l'appréciation du Tribunal Administratif compétent

ARTICLE 7 - PIÈCES CONTRACTUELLES

La pièce contractuelle régissant la convention est :

- la présente convention
- le règlement d'intervention du FISAC.

Fait le
en 3 exemplaires originaux

Pour la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,

Pour la SNC ALLARD,
BAR DE L'ANJOU

Le Vice-président en charge du Commerce,
de l'Artisanat et des Services
Grégory PIERRE

La gérante
Stella ALLARD